



« La diaspora burkinabè a bien sa place dans le développement du Burkina Faso », déclaré le Président du Faso à Casablanca

Page 8

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°335 du mardi 21 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 16.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

160ème Journée internationale de la femme : Les Femmes du ministère des Affaires Etrangères mènent des activités citoyennes

Page 6



« Le Burkina risque de perdre sa partie Nord si l'on y prend garde »dixit Abraham Badolo de l'ADP

Page 4



COP 22 : La CONAJEC fait le bilan de sa participation

Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

COP 22 : La CONAJEC fait le bilan de sa participation

Région du Centre



Les membres du présidium.

Le samedi 18 mars 2017, s'est tenu à Ouagadougou dans la salle de conférence du ministère de l'environnement, la cérémonie de lancement de l'atelier de restitution des acquis de la COP 22 à la jeunesse. Cette cérémonie organisée par la Coordination Nationale des Jeunes pour l'Environnement et le Climat (CONAJEC), a été présidée par le ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique.

La jeunesse contribue énormément pour l'atteinte des résultats nationaux en matière de lutte contre les changements climatiques au Burkina Faso. Et

cela se fait à travers la diffusion de l'information pouvant permettre à chaque acteur de s'approprier cette problématique mondiale et de s'impliquer effectivement au niveau national dans des activités d'adaptation et d'atténuation, aussi bien collectives qu'individuelles. De ce fait, rendre compte des décisions qui ont été prises lors de la 22^{ème} édition des Conférence des Parties (COP 22) tenue à Marrakech et faire le bilan de la participation de la société civile et de la jeunesse sont entre autres les différents points qui ont été abordés par la CONAJEC lors de cet atelier à Ouagadougou.

Pour le coordonnateur de la CONAJEC, cette rencontre va servir de cadre pour partager avec

les participants, les décisions qui ont été prises à la COP 22. Ces décisions sont entre autres, celles liées à l'atténuation, à l'adaptation, des décisions sur l'implication du genre, et l'accès au financement. Il a été aussi question au cours de cet atelier de faire le bilan de la participation du Burkina et de la société civile à cette 22^{ème} COP, a-t-il ajouté.

Selon le chargé de mission au ministère en charge de l'environnement Liehoun Christiane, la question de changement climatique doit être portée le plus largement possible auprès des populations, auprès de toutes les catégories d'acteurs afin que tout le monde s'implique dans la lutte contre le

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

changement climatique. Elle a aussi tenu à remercier la jeunesse qui a pris à bras le corps cette question environnementale et spécifiquement la question de changement climatique car les contributions actuelles des Etats à l'atteinte des objectifs fixés sont en deçà des attentes mais avec



Le coordonnateur de la CONAJEC, Aboubacar Lougué.

l'engagement de la jeunesse, les choses pourront changer.

Il faut rappeler que la CONAJEC est une organisation réunissant des jeunes de près d'une centaine d'associations et organisation des quatre coins du Burkina, qui œuvrent pour la préservation de l'environnement et contre les causes anthropiques des changements climatiques. Elle est née de la 11^{ème} édition de la Conférence des Jeunes tenue en 2015, en marge de la 21^{ème} édition de la COP 21.

La CONAJEC bénéficie du soutien



Un tableau de reconnaissance a été remis à l'ambassade de France.



Madame Liehoun Christiane, la représentante du ministre de l'environnement.

de l'ambassade de France et pour l'occasion un tableau de remerciement a été donné au représentant de l'ambassadeur de France présent à cette cérémonie.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



ÉVÉNEMENT

160ème Journée internationale de la femme : Les Femmes du ministère des Affaires Etrangères mènent des activités citoyennes

Région du Centre



Le ministre Alpha Barry remettant un cadeau à la ministre délégué de la coopération.

Les Femmes du ministère des Affaires Etrangères de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, ont lancé les activités commémoratives de la Journée internationale de la femme le mardi 7 mars 2017 au sein de leur ministère. Don de sang, Conférences, dépistage du cancer du col de l'utérus sont autant d'activités qui vont marquer ce 8 mars 2017 au sein de ce ministère.

« Les femmes dans un monde du travail en évolution : une planète

50-50 d'ici à 2030 », c'est sous ce thème que se tient la 160^{ème} Journée internationale de la femme au plan mondial. A travers ce thème, les Nations Unis interpellent tous les Etats à œuvrer à l'autonomisation économique des femmes et à réduire les inégalités salariales entre hommes et femmes qui se situent à 24% à l'échelle mondiale. Au Burkina Faso, les femmes veulent marquer d'une pierre blanche cette journée et ce à travers diverses activités. Les femmes du ministère des Affaires Etrangères de la Coopération et

des Burkinabè de l'Extérieur ont initié plusieurs activités au profit des femmes. C'est par une séance de don de sang qu'elles ont débuté les activités commémoratives le mardi 7 mars 2017 au sein de leur ministère de tutelle. Pour mieux diagnostiquer les problèmes qui minent l'épanouissement des femmes, deux conférences seront animées à leur intention sur les cancers gynécologiques et sur le concept genre. Autre activité et non des moindres inscrite dans l'agenda des femmes du ministère des Affaires Etrangères, est l'opération

La suite à la page 5



ÉVÉNEMENT

La suite de la page 4

de dépistage volontaire du cancer du col de l'utérus prévu pour le 9 mars 2017. Afin de bénéficier de l'expérience de leurs devanciers, les femmes du ministère en charge de la diplomatie burkinabè, comptent organiser un panel qui sera animé par des femmes ambassadeurs admises à la retraite ou toujours en activité.

A cette occasion, madame Conrad Nikiéma, porte-parole des femmes du ministère des Affaires Etrangères a insisté sur l'importante place qu'occupe la femme dans la société. « Le travail d'une femme vaut plus que le discours de cent hommes ». Par ce proverbe, Conrad Nikiéma, souligne la contribution inestimable des femmes au sein de la cellule familiale où elles assurent la solidité et la continuité



Conrad NIKIEMA, porte parole des femmes du ministère des affaires étrangères.



Photo de famille en présence de l'artiste comédien Zongo.



La Suite de la page 5.

du réel. Or selon elle, les femmes sont toujours victimes d'inégalités de tout genre sur le plan social, culturel, économique et politique. Pour mettre fin à ces pratiques qui entravent l'épanouissement des femmes, Conrad Nikiéma a interpellé ses camarades à unir leurs énergies pour faire disparaître ces inégalités et injustices. « Tout peut changer, tout doit changer, yes we can », a laissé entendre la porte-parole des femmes.

Le ministre des Affaires Etrangères de la Coopération et des Burkinabè

de l'Extérieur s'est réjoui de l'initiative des femmes de son ministère. Il a rappelé que son ministère regorge des femmes talentueuses et compétentes. A titre d'exemple, Alpha Barry a cité madame le ministre délégué, chargé de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur et Minata Samaté, chargée des Affaires politiques à l'Union Africaine. En guise de reconnaissance, Alpha Barry a remis des cadeaux à ces femmes.

Au Burkina Faso cette 160^{ème}

journee internationale de la femme se tient sous le thème « La valeur morale de la personne humaine : responsabilité des communautés dans la lutte contre l'exclusion sociale des femmes ». Célébrée le 8 mars de chaque année, la Journée internationale de la femme trouve ses racines dans la lutte que mènent les femmes depuis des lustres pour leur épanouissement.

HIEN bernard pour SCI

Brèves

Nigeria : nouvel attentat près de Maiduguri, Boko Haram refuse de s'avouer vaincu

Trois kamikazes, un homme et deux femmes, ont tué quatre personnes dans une localité proche de la ville de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria. Ils ont fait sauter leurs charges explosives samedi soir dans le village d'Umariri, quand un membre d'une milice pro-gouvernementale a tenté de les interroger. Ce dernier, ainsi qu'une femme et ses deux enfants ont été tués. Déclarée « terrassée et battue » par l'armée nigérienne, la branche ouest-africaine de l'Etat islamique multiplie les attaques depuis ce début d'année 2017. Les autorités nigérianes pensaient avoir affaibli pour un bon moment les insurgés islamistes du nord-est. Fin décembre, elles clamaient la reprise totale de la forêt de Sambisa, le fief présumé des ex-Boko Haram. Pourtant très largement touché, le groupe armé lié à l'Etat islamique refuse de s'avouer vaincu. Les factions menées par Abubakar Shekau et par Abu Musab al-Barnawi intensifient la riposte

Burkina Faso : un député français demande l'ouverture des archives sur Sankara

Trente ans après la mort du révolutionnaire Thomas Sankara, ses proches attendent toujours la vérité. Après la chute du président Compaoré, l'enquête a été relancée. L'ex-chef de l'Etat Blaise Compaoré est visé par un mandat d'arrêt, Gilbert Diendéré qui était à la tête de son unité d'élite en 1987 est inculpé et en détention, mais les zones d'ombre persistent. Mais les avocats de Thomas Sankara rappellent que des noms français ont également circulé dans cette affaire. En octobre dernier, le juge d'instruction a demandé à Paris de lui fournir un certain nombre d'éléments. C'est cette demande que reprend le député français, Pouria Amirshahi. En visite à Ouagadougou, il interpelle François Hollande : la France s'honorerait à aider la justice burkinabè.

Rédaction SCI



« Le Burkina risque de perdre sa partie Nord si l'on y prend garde »dixit Abraham Badolo de l'ADP

Région du Centre



Abraham Badolo(milieu)(SG de l'ADP).

L'Alliance pour la Défense de la Patrie (ADP) a peint un tableau pas reluisant de la situation du pays. Dans une conférence de presse qu'elle a animée ce 09 mars, elle a aussi dénoncé des « atteintes à la liberté d'expression » et un climat sécuritaire délétère.

Le Burkina Faso est-il devenu un terrain de jeu pour les terroristes ? L'ADP en est convaincue. Ses membres en veulent pour preuves les différentes attaques dont le pays fait l'objet depuis le mois de janvier 2016. Ils estiment qu'à cause du climat d'insécurité consécutif à ces attaques, le Burkina Faso court le risque de voir sa partie Nord lui échapper. Le gouvernement est accusé de manquer à ses devoirs d'autant que les réponses

qu'il propose seraient inefficaces.

« Néophyte ». Pour trouver une solution durable à la crise sécuritaire, l'ADP estime qu'il faudrait impliquer tous les fils du pays et bannir la justice « sélective » qui est source de division. Aussi considèrent-ils que le Burkina a mal à sa cohésion nationale à cause d'une justice « à deux vitesses. » Laquelle cohésion est nécessaire pour combattre le terrorisme.

L'actuel ministre de la défense n'est pas la bonne personne à la bonne place du fait qu'il est un « néophyte en matière de défense et de sécurité. » En revanche il est des personnes aux « compétences éprouvées » en la matière à l'instar de Gilbert Diendéré et Djibril Bassolé qui, jusque-

là, avaient réussi à épargner le Burkina des attaques terroristes et auxquelles, le gouvernement peut faire appel pourvu qu'il mette de côté les anciennes inimitiés.

De façon plus structurelle, l'OSC annonce qu'elle va approcher les avis des différentes compétences en vue de recueillir leurs positions sur les questions lancinantes auxquelles le pays fait face. La synthèse des propositions sera consignée dans un document qu'elle prévoit faire sortir imminemment. D'autant qu'elle estime que la morosité qui a gagné le pays s'étend aussi à plusieurs autres domaines.

Soumana Loura pour SCI



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« La diaspora burkinabè a bien sa place dans le développement du Burkina Faso », déclaré le Président du Faso à Casablanca

Maroc



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a rencontré à Casablanca, dans l'après-midi du vendredi 17 mars 2017, la communauté burkinabè vivant au Maroc.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a rencontré à Casablanca, dans l'après-midi du vendredi 17 mars 2017, la communauté burkinabè vivant au Maroc.

Au cours de cet échange, plusieurs questions ont été abordées par les travailleurs et les étudiants burkinabè au Maroc. Pour le représentant des travailleurs, Monsieur Arouna SANOGO, le Maroc est « un pays hospitalier, mais les travailleurs burkinabè restent attachés à leur mère patrie qui est

le Burkina Faso. Nous suivons avec intérêt ce qui se passe au pays ». C'est pourquoi nous voulons vous féliciter pour le succès du PNDES auprès des partenaires du Burkina Faso. « Nous avons bon espoir que sous votre leadership, des réponses adéquates seront apportées aux énormes attentes du peuple qui a su placer sa confiance en vous », a déclaré Monsieur SANOGO.

Pour la grande majorité des compatriotes qui sont des étudiants, l'émotion de rencontrer le Président Roch Marc Christian KABORE était grande, surtout après

leur manifestation pour réclamer des compléments de bourses. Monsieur Philippe ZOUNGRANA, porte-parole du groupe a salué l'occasion qui leur est donnée par le chef de l'Etat. Au nombre des préoccupations soulevées, figuraient en bonne place « le retard dans le paiement du complément de bourses, le difficile acheminement des dossiers de renouvellement de bourses, le prix élevé du billet d'avion pour les Burkinabè et le manque d'appui financier pour les activités de l'association estudiantine ».

La suite à la page 9.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.



Les participants.

Le Président du Faso, avant de répondre aux doléances, a d'abord fait le point de la situation nationale. Il a expliqué les projets politiques en cours au Burkina Faso, dont la nouvelle Constitution qui verra le passage de la IV^e à la V^e République. « Je peux souligner la mise en place de la Commission constitutionnelle présidée par Halidou OUEDRAOGO. La Commission a fini ses travaux et va se déployer sur les treize régions du pays pour expliquer le contenu de la nouvelle Constitution et recueillir les avis de l'ensemble des citoyens », a-t-il dit. Il a aussi fait cas du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité nationale (HCRUN) qui est un organe important dans la recherche de la réconciliation nationale. Cet organe doit gérer plus de 5000 dossiers sur les crimes de sang, les crimes économiques et bien

d'autres problèmes sociaux non moins importants. Aussi, le chef de l'Etat a-t-il exprimé sa conviction concernant la réconciliation nationale qui « passe par la justice pour tous les dossiers ouverts ». Il a fait l'état de l'évolution des dossiers en justice en partant du dossier Thomas SANKARA jusqu'au putsch manqué de septembre 2015 avant de préciser que « s'il n'y a pas de vérité, ni de justice, il ne peut pas avoir de réconciliation nationale ».

Parlant du PNDES, le Président Roch Marc Christian KABORE a dit aux compatriotes que « c'est un plan ambitieux qui nécessite l'engagement de tous les citoyens ». Il a cependant soulevé la question sécuritaire et celle des revendications sociales à répétition qui peuvent être des goulots d'étranglement

dans la bonne exécution des politiques de développement. Concernant les doléances qui ont été soumises, le Président du Faso a rassuré en donnant des réponses satisfaisantes aux problèmes que vivent les ressortissants burkinabè au Maroc. L'un des problèmes majeurs étant le vote des Burkinabè de l'étranger, le chef de l'Etat a réaffirmé « qu'en 2020, les Burkinabè de l'étranger voteront et que la CENI est en train de prendre les dispositions nécessaires ». Cet échange a aussi permis au chef de l'Etat de donner des réponses satisfaisantes aux problèmes de visa d'entrée au Maroc pour les ressortissants burkinabè, la baisse du coût du billet d'avion pour les étudiants burkinabè. Un soutien sera également apporté aux activités de l'association des étudiants et des mesures seront prises

La suite à la page 10



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

pour résoudre définitivement les difficultés de paiement de bourses. Contents de la sincérité du Président du Faso et de son engagement pour le bonheur de tous les Burkinabè, les étudiants vivant au Maroc ont fait du Président Roch Marc Christian KABORE, un « membre d'honneur » de leur association. Le chef de l'Etat les a remerciés pour cette distinction qui lui a été faite et a en retour demandé à tous ces compatriotes d'être des ambassadeurs de leur pays, tout en cultivant l'esprit de solidarité, d'intégrité, et d'ardeur au travail. La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



Le Président du Faso.

Communiqué de presse

*L*e Président du Faso en visite officielle à Berlin, en Allemagne. Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE effectuera le 21 mars 2017, une visite officielle à Berlin, capitale de la République fédérale d'Allemagne. Durant son séjour à Berlin, le chef de l'Etat s'entretiendra avec les plus hautes autorités allemandes. Dans l'agenda du Président du Faso, il est également prévu des rencontres bilatérales avec des partenaires au développement. Invité d'honneur de l'Association économique germano-africaine, le Président Roch Marc Christian KABORE prononcera aux côtés du Ministre fédéral de la Coopération économique et du Développement, un discours à la cérémonie d'ouverture du Forum économique de Berlin sur l'Afrique. Le chef de l'Etat animera également une table ronde au cours de laquelle il présentera les potentialités du Burkina Faso aux entreprises allemandes.



La suite à la page 11.



Accès à l'énergie : Le Burkina Faso adhère à la Charte Internationale sur l'énergie

Bruxelles



L'ambassadeur du Burkina Faso en Belgique et auprès de l'Union européenne (UE), Mme Jacqueline Zaba a signé jeudi 16 mars 2017 à Bruxelles, la Charte Internationale de l'Energie.

L'ambassadeur du Burkina Faso en Belgique et auprès de l'Union européenne (UE), Mme Jacqueline Zaba a signé jeudi 16 mars 2017 à Bruxelles, la Charte Internationale de l'Energie faisant de notre pays un membre de cette instance de coopération en matière énergétique.

L'accès à l'énergie demeure une arlésienne pour des millions de Burkinabè. Par des interconnexions électriques avec des pays voisins

comme le Ghana et la Côte d'Ivoire mais aussi en intensifiant et diversifiant la production nationale, le Gouvernement du Burkina Faso souhaite réduire la fracture énergétique.

C'est toujours dans la recherche de solutions aux problèmes énergétiques du pays, que le Burkina Faso a décidé d'adhérer à la Charte Internationale de l'Energie. Ce jeudi 16 mars 2017 à Bruxelles, l'ambassadeur Jacqueline Zaba a signé l'acte d'adhésion du Burkina Faso à cette Charte en présence

de plusieurs hauts responsables de cette institution multilatérale parmi lesquels son secrétaire général, le Slovaque Urban Rusnák.

Cette adhésion permettra à notre pays d'avoir voix au chapitre sur les débats qui se mènent dans le monde sur les questions énergétiques. Cette signature qui devrait ensuite être ratifiée par l'Assemblée nationale permettra au Burkina Faso de solliciter auprès du Secrétariat général de la Charte des accompagnements techniques afin d'atténuer sa

La suite à la page 12.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11.

fragilité en matière d'accès à l'énergie. En adhérant à la Charte, le Burkina Faso s'engage à offrir un cadre stable et transparent pour attirer des investissements dans le secteur énergétique ainsi que la reconnaissance et le soutien des organisations multilatérales pour le développement. Aussi, notre pays pourrait-il également solliciter l'accompagnement technique du secrétariat général de la Charte pour obtenir des financements auprès d'Etats ou d'organisations multilatérales comme l'Union européenne. D'ailleurs, la Charte Internationale de l'Energie, qui est non contraignante a été conçue à la suite de la mise en place de la Charte Européenne de l'Energie qui permet aujourd'hui aux pays d'Europe de l'Ouest, de l'Est ou du Centre d'avoir une coopération étroite en matière d'échanges énergétiques.

Le Secrétariat général de la Charte Internationale de l'Energie a aussi pour crédo d'appuyer des organisations comme la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) ou l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à renforcer la coopération

sous-régionale ou régionale en matière d'accès à l'énergie.

En signant la Charte, Mme Zaba a rappelé que le Burkina Faso est conscient de l'importance de l'énergie pour accompagner le développement durable des pays en voie de développement dans lesquels les déficits énergétiques sont à des niveaux très alarmants. Dans un pays comme le nôtre, seulement 18,83% de la population a accès à l'énergie électrique et le fossé est encore grand entre zones urbaines et rurales où respectivement 59,88% et 3,06% des habitants utilisent le courant.

«Sans énergie à coût raisonnable, l'Afrique ne pourra aucunement passer à la transformation des matières premières dont elle regorge. Sans cette transformation des matières premières, il ne sera pas possible de réaliser l'industrialisation qui est un passage obligé vers le développement», a indiqué l'ambassadeur du Burkina Faso auprès de l'UE.

Elle a dit que la Charte Internationale de l'Energie ouvrait des opportunités de coopération avec d'autres pays pour un accès à des services énergétiques modernes,

une réduction de la pauvreté énergétique, une économie verte et une énergie propre.

Après l'UE, et les pays d'Europe de l'est et du Centre, d'Asie et d'Amérique, les pays africains commencent à trouver leurs intérêts dans cette organisation. Les pays du Maghreb y ont déjà adhéré. En Afrique subsaharienne des organisations multilatérales comme la CEDEAO qui a mis en place son Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA), plus connu sous l'appellation West African Power Pool (WAPP) a adhéré à la Charte ainsi que le G5 Sahel qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

Sur le plan bilatéral, le Burkina Faso est le quatrième pays ouest-africain a adhéré à la Charte. Le Nigéria l'a signé le 7 mars dernier. Il était déjà devancé par le Bénin et le Sénégal.

Au total, 70 pays ont adhéré à la Charte Internationale de l'Energie à ce jour.

Service presse/ Ambassade du Burkina à Bruxelles



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Télécommunications : Orange Burkina va accompagner la mise en œuvre du PNDES

Région du centre



La Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Mme Hadja Fatimata Ouattara/Sanon a accordé une audience à une délégation de l'opérateur de téléphonie mobile Orange.

La Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, Mme Hadja Fatimata Ouattara/Sanon a accordé le jeudi 16 mars 2017, une audience à une délégation de l'opérateur de téléphonie mobile Orange. Conduite par le Directeur général adjoint du groupe Orange pour l'Afrique et le Moyen Orient, M. Bruno Mettling, la délégation est venue échanger avec Mme la Ministre

sur les perspectives de Orange Burkina pour notre pays.

Airtel s'est mué pour devenir Orange Burkina. Cette arrivée de Orange sur le marché burkinabè a été bien accueillie par les autorités. Pour le Ministre du Développement de l'Economie numérique et des Postes, la venue de Orange devra permettre de doper la concurrence au profit de la population à travers des tarifs compétitifs et

des offres de services diversifiés. Aussi, « le gouvernement est disposé » à travailler avec Orange pour l'atteinte des objectifs respectifs de chaque partie.

Aux responsables de Orange Burkina, Mme la Ministre a signifié la volonté des plus hautes autorités d'accélérer la digitalisation de notre pays vers le tout numérique. Et « l'apport des opérateurs de téléphonie mobile est attendu pour la réalisation de cette ambition ».

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

A cet effet, le Directeur général adjoint du groupe Orange pour l'Afrique et le Moyen Orient, M. Bruno Mettling a souligné l'engagement de sa société à réaliser des investissements importants pour améliorer la

qualité du réseau et des offres de services. Et pour soutenir le PNDES, M. Bruno Mettling a indiqué que Orange va prendre en charge la réalisation de la liaison par fibre optique entre Ouagadougou et la frontière de la Côte D'Ivoire. Dans

cette même optique, Orange va procéder au renouvellement de la totalité de ses équipements radio dans la perspective de la 4G. Mais pour mener à bien des activités profitables à tous, M. Mettling a souligné la nécessité d'avoir un

Tension lors du match RCK contre l'USM Alger : le ministre en charge de la Communication invite l'AJSB à recadrer « les choses... »

Région du Centre

Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, a rencontré le président de l'Association des journalistes sportifs du Burkina (AJSB), Jérôme Tiendrébéogo et des membres du bureau, ce lundi 20 mars 2017 à Ouagadougou.

Au cœur des échanges, le communiqué de l'AJSB demandant à l'Etat burkinabè de ne pas livrer de visas aux journalistes algériens pour le match retour entre le Rail club du Kadiogo(RCK) et l'USM Alger et la tension qui s'en est suivie au stade du 4 août, à la fin du match, le samedi 18 mars 2017. Le ministre Dandjinou a invité l'AJSB à travailler à apaiser la tension dans le domaine du sport burkinabè en évitant de servir des batailles qui ne sont pas les siennes. Il a suggéré à l'association de jouer pleinement son rôle d'acteur majeur du football burkinabè, à équidistance des intérêts partisans.



Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, a rencontré le président de l'Association des journalistes sportifs du Burkina (AJSB), Jérôme Tiendrébéogo et des membres du bureau.

Pour finir, le ministre Dandjinou a déploré ce qui est arrivé aux journalistes lors du match, eux qui ont été victimes de gaz lacrymogène et de bastonnade.

Les responsables de l'AJSB ont dit prendre bonne note des échanges,

empreintes de cordialité, avec le ministre Dandjinou, tout en promettant de poser des actions fortes en vue d'en renforcer le fair-play dans le paysage sportif burkinabè.

DCPM/MCRP



ANNONCE

CENTRE D'EXAMEN EUROPEEN

SEMINAIRES DE CERTIFICATION en Suivi-Evaluation des Projets et Programmes



Certificats

- ✓ Spécialisation
250.000 FCFA
- ✓ Expertise
500.000 FCFA

A Ouagadougou

du 17 au 21 Avril 2017
du 19 au 23 Juin 2017
du 21 au 25 Août 2017
du 11 au 15 Décembre 2017

A Bobo Dioulasso

du 03 au 07 Avril 2017
du 28 Août au 1er Septembre 2017

Inscription 60 jours avant le début du séminaire : réduction de 20%
Inscription 30 jours avant le début du séminaire : réduction de 10%
Inscription en groupe de 5 personnes : réduction supplémentaire de 10%

www.sciences-campus.org

contact@ebs-edu.fr

Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen
Situé sur l'Avenue Sembene Ousmane
à 500m de l'Ambassade des Etats Unis
Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672074141 / +22672072020 / +22666200026

Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences
et Technologies ISC-Bobo au Centre Ville
sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672080303 / +22670010505



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Geres (Groupe Energies Renouvelables Environnement et Solidarités)

ASSISTANT(E) TECHNIQUE AGRONOME – MONGOLIE

Description

Organisme recruteur

Créé en 1976, le GERES – Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités – est une association à but non lucratif, dont les actions visent à améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres par la mise en œuvre de projets qui réduisent la précarité énergétique, préservent l'environnement et limitent les changements climatiques et leurs conséquences. L'association déploie une ingénierie de développement et une expertise technique spécifiquement menées en partenariat avec les communautés et les acteurs locaux.

Techniques d'efficacité énergétique, extension de services énergétiques favorisant le développement économique local, développement de filières énergies renouvelables ou de valorisation des déchets sont au centre de son activité. Aujourd'hui plus de 200 collaborateurs conduisent près de 62 projets de développement durable innovants, en France et dans 13 pays du Sud.

Elements du Contexte

L'agriculture est un vrai challenge en Mongolie : une saison culturale très courte (3-4 mois),

des conditions agro-climatiques difficiles et des compétences faibles dues à un héritage essentiellement nomade. Ainsi, bien que le secteur maraîcher soit en croissance, il reste peu développé et peu diversifié ; la majorité des légumes est importée de Chine.

Depuis 2010, le GERES participe à l'introduction, la recherche et le développement de serres solaires passives en partenariat avec des organisations locales et le gouvernement mongol. Dans un pays ensoleillé mais froid comme la Mongolie, les serres solaires passives permettent de doubler la saison culturale. Elles sont un outil innovant et durable pour la production agricole.

Le GERES est actif dans l'Arkhangai avec trois projets : un financé par la Fondation Louis Dreyfus et deux par la Coopération Internationale Monégasque, en partenariat avec l'ONG AVSF « Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières », l'ONG locale FEA « Fédération des Eleveurs de l'Arkhangai » et l'ONG Sante Sud.

Ces projets, pour les composantes GERES, visent à développer la filière maraîchère dans la province de l'Arkhangai (8h du centre de la province, Tsetserleg, et la capitale Ulaanbaatar) à travers différentes stratégies : (i) soutenir et mettre en place de petites unités de production et de commercialisation maraîchère et horticole afin de créer de l'emploi et améliorer le revenu de familles vulnérables

sédentarisées dans les centres ruraux de la province, (ii) soutenir l'investissement privé dans le secteur maraîcher grâce à la mise en place d'unités de production plus importantes, (iii) introduire dans certaines écoles pilotes la production des légumes et un meilleur régime alimentaire et (iv) introduire dans 2 Centres de Santé Ruraux la production de légumes sous serre. Les activités ont pour but de mettre en place des moyens de production adaptés au contexte mongol, notamment à travers la diffusion de serres solaires passives (associés à des sessions de formations aux pratiques agricoles durables, au développement de recettes saines avec les légumes produits), à travers la conservation et transformation de la production, ainsi qu'à travers le marketing et la commercialisation.

Missions et objectifs du poste

Sous la responsabilité hiérarchique du Représentant Pays GERES en Mongolie, l'assistant(e) technique sera basé(e) à Tsetserleg et sera chargé(e) de la réalisation des activités suivantes :

Appui technique maraîchage et filière légumes:

Appui à la mise en place des unités de production et renforcement technique des petits groupes de fermiers via la conception et la réalisation de formations techniques et

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

de conseils personnalisés
Suivi des activités agricoles et renforcement de l'équipe technique mongole dans le but d'assurer une augmentation de la production dans les serres solaires passives;

Suivi analytique des données agricoles sur le plan technique et économique (analyse coûts/bénéfices des unités de production)

Renforcement des différentes étapes de la filière maraîchère auprès des bénéficiaires de l'action ;

Renforcement des outils à disposition de l'équipe technique locale (manuel agricole et de cuisine) ;

Soutien des agriculteurs dans leur organisation et dans l'établissement de business plan, en lien avec les marchés locaux

Elaborer avec son homologue basé dans le Khentii une stratégie d'amélioration technique des outils promus, de méthodes de formation et des espèces expérimentales

Coordination de l'équipe technique locale

Coordination des membres de l'équipe technique (logistique, planification, répartition du travail, réalisation des activités, reporting)

Suivi des résultats attendus des trois projets

Appui à la Coordination Nationale

Proposition de nouvelles techniques adaptées au contexte mongol et en ligne avec le mandat du GERES ;

Soutenir le Représentant Pays dans l'identification, élaboration et écriture des nouvelles propositions de projet ;

Rédaction des rapports d'activités des projets implémentés.

Ville

T S E T S E R L E G

Expériences

/ Formation du candidat

Formation : Ingénieur(e) agronome ou en développement agricole;

Expérience :

Une expérience pratique en culture maraîchère plein champs et sous serre est indispensable ;

Gestion de projet ou en appui à la gestion de projet est souhaitée ;

Une expérience préalable dans le développement rural, notamment en Asie centrale, est un atout supplémentaire ;

Des connaissances en construction de serres solaires passives et celliers sont souhaitées

Connaissances informatiques:

Maîtrise du Pack Office (Excel, Word, Power Point).

Compétences requises :

Fortes qualités relationnelles ainsi qu'une solide aptitude à l'autonomie.

Aptitude au travail d'équipe et de terrain. Bonnes capacités d'animation et d'entretien de dialogue avec les organisations paysannes et les services de l'administration mongole (niveau national particulièrement).

Excellentes capacités rédactionnelles

Capacité d'adaptation et esprit d'initiative

Sens de l'organisation (autonomie, gestion des priorités)

Grande rigueur

Sensibilité pour la solidarité et le développement durable

Langues parlées

Anglais et Français courants (parlé, écrit, lu) sont indispensables. La connaissance du mongol est un plus ;

Qualité du candidat

enthousiasme, goût pour le travail de terrain et conditions de vie isolée

Fonctions

**C o o r d i n a t i o n ,
Gestion de projet**

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Activités Agriculture, Environnement	Durée : 12 mois	pages maximum) et votre Lettre de motivation.
Pays Asie, Mongolie	Indemnités : 850€/mois d'indemnité de VSI, auxquels s'ajoutent 300€ d'indemnité d'expatriation	Vous pouvez également postuler via notre page recrutement du site web: geres.eu dans la rubrique l'Association / Recrutement
Contrat Volontariat / service civique	26 jours de congés par an	
Durée du contrat 12 mois	Autres avantages : CFE, complémentaire santé, assurance vieillesse et assurance rapatriement	Postuler en ligne http://job.geres.eu/?action=ref&id=25
Salaire / Indemnité	Deux(2)volsA/Rparan,dontun A/R de début et fin de mission	Date de fin de validité 2 6 / 0 3 / 2 0 1 7
Contrat : Volontaire de Solidarité Internationale (VSI)	Documents à envoyer	
Localisation : Tsetserleg, Arkhangai, MONGOLIE.	Merci de postuler en ligne via le lien http://job.geres.eu/?action=ref&id=25 en joignant votre CV (de 3	
Déplacements fréquents dans le pays à prévoir		
Début souhaité : 24 avril 2017		



Avis de recrutement

Poste: Responsable programme
Responsable Haïti

Présentation synthétique de l'organisation

vue de promouvoir l'accès aux droits fondamentaux (<http://www.solidarite-laique.org>).

Description
POSTE BASE A PARIS

La sélection des candidats se fera au fur et à mesure. De ce fait, Solidarité Laïque se réserve le droit d'arrêter le processus de sélection des candidatures avant la date limite.

Solidarité Laïque est une association régie par la loi 1901, reconnue d'utilité publique depuis 1990, qui regroupe 50 organisations (associations, coopératives, fondations, mutuelles, syndicats). Elle développe des actions en France et dans plus de 15 pays du monde dans le domaine de l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'action sociale et médico-sociale en

Finalité du poste:

Sous la responsabilité du/de la Délégué aux Actions de Coopération Internationale (DACI) et du/de la Responsable Géographique Caraïbes-Amérique Latine et dans le cadre de la politique de coopération et de solidarité définies par les instances de Solidarité Laïque, le/la responsable programme Haïti assure la

Emploi : Responsable programme Haïti

La suite à la page 19



La suite de la page 18

coordination des actions menées par Solidarité Laïque en Haïti. Cette coordination concernant prioritairement :

L'animation, le suivi et la gestion du programme « Programme Collectif pour le Développement de l'Education et du dialogue sociale en Haïti – PROCEDH 2 » **lancé en août 2014.**

La participation au développement et la pérennisation des actions de coopération de Solidarité Laïque dans le pays

Missions principales et tâches:

4.1 – Animer et coordonner l'ensemble des actions conduites dans le cadre du programme « PROCEDH 2 »

Conformément au principe d'une organisation en collectif, il convient d'animer l'ensemble du programme. Cette fonction consiste :

Suivre, coordonner et préparer la mise en place des actions terrain et des activités transversales (formations, visites d'échanges etc.) conformément au plan d'action validé par le COPIL.

Animer et préparer les travaux du Comité de Pilotage (COPIL), dont l'objet est de concevoir et de conduire la stratégie du programme, de procéder au suivi des projets et de s'assurer de leur cohérence entre eux et avec les objectifs globaux du programme. Le/la responsable programme veille à promouvoir

et à encourager les synergies entre les organisations membres de SL (et le cas échéant les organisations non membres), impliquées dans le programme dont il a la charge.

Assurer le flux d'une communication régulière circulant entre l'ensemble des acteurs du programme.

Il assure cette fonction en collaboration étroite l'équipe basée en Haïti. Il bénéficie par ailleurs de l'appui du/ de la responsable géographique et du/ de la DACI, auquel il doit soumettre l'ensemble des éléments préparatoires aux réunions d'instances pour partage et validation.

4.2 – Assurer le suivi technique et financier des activités du programme

En collaboration avec l'équipe du programme basée en Haïti et sous la responsabilité du/de la responsable géographique il s'agit de:

Définir, proposer et s'assurer du respect des procédures d'appui mises en place dans le cadre du programme

Participer au suivi administratif et financier du programme

Etablir les comptes rendus techniques et financiers destinés aux bailleurs publics et ou privés ayant accepté de cofinancer tout ou partie des programmes

4.3. Encadrer le(s) personnel(s) affecté(s) au programme

Le programme dispose d'une équipe de 2 personnes sur le programme, basées à Port-au-Prince (Coordinateur national) et à Jérémie (Animateur territorial). Cette équipe est placée sous sa responsabilité, en lien directe avec le Comité de pilotage du programme, le/la responsable géographique et le DACI.

4.4 – Assurer le développement et la pérennité du programme concerné

Il s'agit :

– D'appuyer les instances de pilotage dans la définition des axes de pérennisation de la dynamique engagée

– D'assurer un travail de recherche de fonds, la relation avec des bailleurs potentiels ainsi que la rédaction de demandes de cofinancements.

– De participer à la définition et au montage d'un projet post-PROCEDH.

4.5 – Mettre en place et conduire les dispositifs de suivi-évaluation, d'évaluation et de capitalisation

Ces dispositifs sont utiles à l'amélioration de la gouvernance des programmes. Ils impliquent pour cela des efforts en termes de mobilisation des acteurs pour faire que ces dispositifs soient le fruit de la dimension

La suite à la page 20.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19.

collective des programmes. Ces dispositifs nécessitent également pour le/la responsable programme un travail d'analyse et de conception.

Le/la responsable programme associe en fonction des besoins le/la responsable géographique et le DACI aux dispositifs d'évaluation et de capitalisation.

4.6. Assurer la représentation institutionnelle du programme

En lien avec le/la délégué(e) général(e), le/la DACI, le/la Responsable Géographique et les partenaires du programme concerné, le/la responsable programme est en charge de mobiliser et de maintenir un contact régulier avec les partenaires institutionnels de ce programme en France, comme dans le pays partenaire.

4.7. Elaborer un plan de communication en lien avec le service Communication

Dans chaque programme il convient valoriser et de rendre visible les actions menées.

Le plan de communication élaboré dans cette optique doit veiller à s'adapter aux contingences liées aux spécificités géographiques. Il s'agit pour cela, de permettre l'élaboration des outils de communication, de créer et d'entretenir des relations régulières avec le secteur Communication de l'association

afin de promouvoir les actions du programme.

Remarque : Les portefeuilles de programme confiés seront amenés à évoluer en fonction de la stratégie de la zone géographique et de la répartition entre les différents membres de l'équipe.

Ponctuellement, et à la demande de la direction de l'association, le/la salarié(e) du secteur pour effectuer toutes tâches nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation.

Ville **P a r i s**

E x p é r i e n c e s / Formation du candidat

Compétences indispensables :

- Expérience professionnelle effective et significative d'au moins 3 ans dans un poste équivalent (une expérience terrain est également souhaitée);

- Maîtrise des fondamentaux du cycle de projet et des différents dispositifs d'évaluation et capitalisation ;

- Maîtrise des procédures de reporting opérationnel et financier ;

- Connaissance du contexte géographique de la zone concernée ;

- Compétences en animation et coordination de réseaux ;

- Compétences avérées en matière de gestion et

suivi de programmes ;

- Capacités à encadrer des équipes

- Compétences avérées en gestion budgétaire.

C o m p é t e n c e s complémentaires souhaitées :

- Connaissance des procédures de cofinancement et de reporting des principaux bailleurs de fonds français et européens ;

- Maîtrise des fondamentaux de la comptabilité de projet ;

- Connaissance des problématiques relatives à l'éducation au sens élargi (éducation de base, non formelle, petite enfance...)

- Aisance à l'oral

- Aisance rédactionnelle

Langues parlées

Français **courant**

Connaissance de l'anglais.

Qualité du candidat

- Autonomie ;

- Esprit d'initiative ;

- Forte capacité d'adaptation ;

- Sens de la diplomatie

- Rigueur et bonne capacité d'organisation ;

- Mobilité ;

- Goût pour le travail en équipe ;

- Prise d'initiatives et de responsabilités,

La suite à la page 21.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

force de proposition;
– Excellente qualité rédactionnelle
– Adhésion au projet associatif, en particulier les valeurs relatives au respect mutuel et à l'égalité entre partenaires

Fonctions

Autre, Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration

Activités

Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Social

Pays

Europe,

Contrat

C D I

Durée du contrat

CDI à temps plein. Prise de poste prévue au plus tard le 2 mai 2017 (possibilité de prise de poste anticipée)

Salaire / Indemnité

Poste basé à Paris, au siège de l'association. Missions fréquentes à l'étranger à prévoir et potentiellement en France.

Salaire : selon grille interne et expériences

Prise en charge mutuelle à 50%

Prise en charge 50% frais de transport Ile de France.

Tickets chèques

restaurants, vacances

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Leandro Carignano – Responsable zone géographique Caraïbes-Amérique Latine

**Email de la personne contact
lcarignano@solidarite-laique.org**

**Date de fin de validité
07 / 04 / 2017**



Semaine des Energies et Energies Renouvelables d'Afrique
SALON INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DE OUAGADOUGOU

Thème:



COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE

**05 au 07
Mai
2017
AU SIAO**

- Débat-télévisé
- Exposition
- Conférences-débats
- Soirée de gala

Au programme

INNOVATIONS SIERO 2017 :

- LANCEMENT DE L'INITIATIVE " 10 000 EMPLOIS POUR LE CLIMAT"
- INSTAURATION DE PRIX SIERO POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Des questions de la recherche**Des questions des Universités**Des questions des Ecoles**Des questions d'Actualité**Des questions d'emplois**Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.***PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU***04/03/2017 AU 11/03/2017 Groupe IV*

Aéroport	25 31 42 22	Flayiri	25 40 73 44
Amaro	25 34 33 28	Hamdalaye	25 34 36 94
Ar-rahma	25 35 09 86	Heera	25 31 66 10
Augustine	25 37 61 00	Jabnéel	25 44 78 70
Barwende	25 40 85 90	Jourdain	25 36 06 86
Boulmiougou	25 43 12 68	Karpala	25 37 14 14
Cité An III	25 33 19 66	Koulouba	25 31 19 18
Dapoya	25 31 32 01	La Famille	25 43 06 85
Delwindé	25 36 72 80	Marlass	78 55 00 52
Denisa	71 82 76 60	Martin	25 50 84 59
Faso	25 38 19 29	Meteba	25 33 53 33

ADRESSES UTILES**Ouagadougou**

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
 Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
 ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
 SONABEL: 25 30 61 00
 Aéroport: 25 30 65 15
 Police secours: 25 30 71 00
 Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
 Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
 ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
 SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
 Aéroport: 20 97 00 70
 Burkina secours: 20 97 01 43
 Police secours: 17
 Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
 Burkina Faso
 Tél: + 226 76609721
 E-mail: redaction@sc-mail.info
 Site web:
 www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
 n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
 n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
 OTC
 Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
 Siaka GOW

Directrice des rédactions
 Eliane Bayala

Equipe de reportage
 - Bernard M' Pempé Hien
 - Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
 - Francois blanc
 - Boureima Sogoba
 -Augustin Irwaya Ouedraogo
 - Tigiane Antoine Ki
 - Blaise Sama
 - Jean Paul Yekpaye
 - Mamadou Goh
 - Désiré Guigma
 - Jérôme Bissyendé
 - Frédérick PoOda
 - Valentin Ouedraogo
 - Moumouni Guio
 - Nicole Ouedraogo
 -Amédée Silga
 - Karim Koala
 - Ouaboué Bakouan
 - Albert Tarpaga
 -Paul Soma
 -Arjuman Saganogo
 - Joseph Kaboré
 -Valentin Singbéogo
 - Issa Sepama
 - Hermann Toé
 - Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
 Eliane BAYALA
 Aminata PORGO
 Bernard HIEN
 Alfred Syé KAM
 Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
 www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
 +226 72080505
 +22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
 +226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
 +226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

Couverture médiatique

Publicité

Communication

- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des écoles et universités
- L'actualité générale des 45 provinces en continue
- Les activités du gouvernement
- L'actualité internationale

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO